



## Cérémonie des vœux 2025

*Discours de Jean-Noël VERFAILLIE*

*Maire de Marly*

*Vice-président de Valenciennes Métropole*

*Conseiller départemental du Nord*

Madame la Ministre, Monsieur le Député, Monsieur le Sénateur, Monsieur le Commissaire Central, Monsieur le Président de la chambre de commerce, Mesdames et Messieurs les Conseillers Régionaux et Départementaux, Mesdames et Messieurs les Maires des communes voisines, Mesdames et Messieurs les représentants des corps constitués, de la communauté éducative, associative et culturelle, ...

Mesdames et Messieurs, Chers Marlysiennes, chers Marlysiens, Chers amis,

Tout d'abord, je tiens à commencer par vous souhaiter une très belle année 2025, je vous adresse tous mes vœux de bonheur, de réussite et de santé !

Je vous souhaite d'être pleinement épanoui dans vos vies personnelles et professionnelles, de passer de nombreux moments de joie et de réussir à surmonter les moments plus difficiles que peut nous réserver la vie.

Je vous souhaite également d'être des citoyens épanouis dans notre ville de Marly, que vous puissiez être heureux et fiers de vivre à Marly.

La fierté de vivre à Marly rejoint un thème qui m'est cher et dont je vous parle souvent, celui de l'attractivité de notre ville. Assurément, 2024 nous a donné des raisons d'éprouver de la fierté à l'égard de notre ville notamment grâce

à la livraison de notre magnifique nouvelle place et de notre avenue principale qui sont de véritables joyaux.

2025 ne sera pas en reste et offrira son lot de réalisations qui fait que petit à petit, Marly n'est plus la vie terne et engluée dans l'immobilisme dont nous avons repris la gestion en 2020.

2025, ce n'est pas encore la fin du mandat municipal que vous nous avez confié mais nous pouvons tout de même jeter un petit coup d'œil dans le rétroviseur et mesurer le chemin parcouru. Et quel chemin !

Nous étions arrivés en pleine crise Covid dans une ville exsangue financièrement et dont l'immobilisme militant des décennies précédentes avait conduit à une lente mais inexorable dégradation de tous nos bâtiments et de toutes nos infrastructures. Un long travail de restructuration de notre ville commençait alors pour permettre de dégager les moyens financiers nécessaires aux travaux qui s'imposaient.

A ce moment de mon discours, je vais me permettre une petite incise sur la situation politique de notre pays. Vous savez que je n'en suis pas très friand et que je me cantonne le plus souvent uniquement aux sujets marlysiens. Néanmoins, les parallèles sont nombreux entre la situation d'une ville laissée à la dérive et celle de tout un pays devenu ingouvernable.

Je ne reviendrai pas sur la responsabilité des uns ou des autres pour ne pas trop politiser mon propos et parce que, finalement, quelques soient les responsables à pointer du doigt, cela ne change rien à la situation à laquelle notre pays doit faire face aujourd'hui. Sur les constats, je vous le disais, nombreux sont les parallèles entre notre pays aujourd'hui et notre ville hier. Des ressources limitées mais dépensées sans compter pour des sujets accessoires au détriment de l'essentiel, une masse salariale colossale et pourtant inopérante, des infrastructures qui se dégradent, des services publics essentiels n'ayant plus les moyens de fonctionner correctement. Dans notre ville, c'était les écoles avec des fenêtres en contreplaqué, les routes défoncées, une mairie pas accueillante, un Centre Communal d'Action Sociale impuissant. A l'échelle du pays, c'est l'Education Nationale qui ne permet plus de répondre aux promesses de l'Ecole de la République, la Police et la Justice qui ne sont plus en mesure de répondre aux exigences de sécurité de nos concitoyens, un système de santé extrêmement fragilisé qui peine à remplir ses missions.

Je pourrais poursuivre cette litanie grinçante mais mon objectif n'est pas de m'attarder trop longtemps sur le constat et le passé mais plutôt d'évoquer les solutions, le présent et l'avenir.

Le défi principal maintenant pour notre pays, c'est de faire ce que nous avons fait ici en 2020, une profonde restructuration pour retrouver des capacités d'action. Malheureusement, c'est beaucoup plus compliqué à l'échelle de l'Etat qu'à celle d'une ville et cela pour deux sortes de raisons.

D'abord des raisons structurelles, dans une ville, nous ne pouvons pas voter de budgets en déficit, nous ne pouvons donc pas dépenser plus que ce que nous avons et notre dette ne provient que des investissements que nous faisons en travaux dans la ville contrairement à l'Etat qui vit comme un ménage surendetté, dépensant plus qu'il ne gagne et empruntant à des taux de plus en plus élevés pour continuer à entretenir ce train de vie artificiel. Comme pour un ménage, ce petit jeu là s'arrête forcément un jour. Pour un ménage, on peut faire un dossier de surendettement auprès de la Banque de France mais pour les Etats, l'équivalent de la Banque de France s'appelle le FMI et quand on en arrive là, comme la Grèce, c'est qu'il est déjà trop tard et les remèdes sont violents et amers.

En France, cette situation de surendettement dure depuis très longtemps et personne ne voulait vraiment stopper cette machine infernale parce que les discours politiques de rigueur et d'austérité ça ne fait jamais gagner les élections contre des candidats dont les programmes ressemblent à des distributeurs de billets.

Sans diminuer les dépenses et pour que le jeu se poursuive, il faut donc augmenter les recettes. Et c'est là que gouvernements comme administrations rivalisent d'idées pour créer de nouveaux impôts, souvent annoncés temporaires et indolores mais qui ont conduit la France à être le pays qui ponctionne le plus ses concitoyens.

Mais, même le contribuable français a ses limites !

Au-delà d'un certain point, trop d'impôt tue l'impôt, l'adage est bien connu mais jamais pris en compte.

Les particuliers sont tellement prélevés qu'ils ne savent plus vivre de leur travail et pour les entreprises, les petites ne sont plus compétitives et meurent ; les plus grosses quittent notre pays.

En France, la base de notre système sociétal repose sur le consentement à l'impôt. Les Français mutualisent une partie de ce qu'ils gagnent et en contrepartie, l'Etat s'engage à leur apporter la sécurité, la justice, l'éducation, un système de soin efficace, ...

Ça, c'est le contrat de base. Tout le monde est d'accord. C'est dans ce cadre-là que nous avons un réel consentement à l'impôt à l'échelle de tout un pays.

Le contrat commence à se fissurer quand l'Etat apporte toujours plus de services, d'aides diverses et variées qui ne font pas forcément consensus dans la société et qui surtout demandent à ce que toujours plus d'impôts soient prélevés pour les financer au détriment de ce que les particuliers et les entreprises pourraient faire avec cet argent s'ils pouvaient l'utiliser librement.

Et la fissure devient une fracture quand, à force d'empiler les missions accessoires et souvent clientélistes, le niveau d'imposition n'est plus supportable pour les particuliers et les entreprises et n'est plus perçu que comme étant confiscatoire et que les missions de base de notre contrat social ne sont plus remplies correctement par l'Etat. Je vous en parlais tout à l'heure, l'Education Nationale qui ne permet plus l'ascenseur social, le couple police-justice qui ne garantit plus la sécurité, le couple sécurité sociale-système de santé qui ne garantit plus une égale qualité d'accès aux soins.

Nous en sommes malheureusement à ce stade dans notre pays aujourd'hui.

Cette fracture de notre contrat social impose une restructuration en profondeur mais comme je vous le disais tout à l'heure, c'est plus compliqué à l'échelle du pays qu'à l'échelle d'une ville et si la première raison était structurelle, la seconde tient à la situation politique actuelle et à nos institutions.

A Marly, nous arrivons en 2020, la situation très compliquée mais les objectifs sont clairs et les moyens d'y parvenir sont certes parfois désagréables mais ils sont évidents et obligatoires pour s'en sortir. Cela

demande parfois un peu de courage politique pour prendre des décisions impopulaires mais cela reste simple parce que nous avons une majorité municipale forte et qui a été élue par une large majorité des Marlysiens avec un programme clair et affiché que nous appliquons depuis 2020.

Notre pays aujourd'hui vit une situation politique bien différente et surtout inédite.

Les objectifs et les moyens de sortir de la crise de la dette et du déficit sont très évidents à défaut d'être consensuels mais l'absence de majorité empêche toute décision forte. Tout notre système institutionnel est basé sur le fait majoritaire. Une force politique représente plus de la moitié des Français et ses décisions s'imposent à travers la majorité forte du gouvernement et du Parlement.

Depuis quelques années maintenant et cela a été rendu manifeste par la dissolution de l'Assemblée nationale, il y a trois grands courants politiques dans notre pays représentants, globalement, chacun un tiers de l'électorat. Ces trois courants malgré toutes les simagrées médiatiques qu'ils mettent en scène ne cherchent pas vraiment à travailler ensemble mais espèrent tous affaiblir suffisamment les autres pour repasser du tiers des électeurs à la fameuse moitié plus un qui permet de gouverner seul dans notre pays.

J'entends les appels au courage politique et à la responsabilité des uns et des autres mais je n'y crois pas une seconde. Pas par lâcheté, pas par manque de responsabilité mais parce que ces trois grands blocs ont aujourd'hui des projets de société qui ne sont pas compatibles et qui ne permettent pas de compromis.

Vous me direz qu'entre gens raisonnables, le compromis est toujours possible. Et, je serai d'accord avec vous parce que le dialogue et le compromis sont au cœur de ma manière de faire de la politique dans notre ville.

Mais au niveau national, pour faire des compromis, il faut mettre de l'huile dans les rouages. En France, cette huile s'appelle impôts, taxes, chèques, aides, ... je m'arrête là mais vous avez compris l'idée !

Sauf, qu'aujourd'hui, notre situation financière ne permet plus de mettre cette huile dans les rouages du compromis politique et c'est pour ça que je n'ai aucun espoir de sortie de crise avant une prochaine élection présidentielle qui, je l'espère, arrivera le plus vite possible et permettra de

gouverner ce pays avec un programme clairement exposé et choisit par une majorité de Français; c'est la seule solution.

Au moment où j'écrivais ce discours, je ne savais pas si la Députée de notre circonscription, Valérie Létard, devenue Ministre du Logement serait présente ou pas. Je me suis dit, qu'à ce stade, mon discours n'allait pas être très encourageant pour elle !

C'est là que je veux lui dire tout mon soutien et toute mon admiration. Vous connaissez tous Valérie, elle n'est pas née de la dernière pluie et si elle s'est engagée dans ces gouvernements ce n'est pas par ambition personnelle pour se forger un destin. Elle fait partie de ces hommes et de ces femmes politiques qui s'engagent malgré les difficultés et même en sachant la mission quasi impossible. J'en profite pour saluer tous mes collègues élus dans cette salle qui, même s'ils n'ont pas à gérer une situation aussi inextricable que celle de Valérie, doivent se débattre chaque jour pour faire avancer leurs collectivités malgré les obstacles toujours plus nombreux et toujours plus hauts.

Au sein du gouvernement, déjà son deuxième en 4 mois, Valérie, à défaut d'argent public, dépense une énergie folle pour faire sortir notre pays de la crise du logement dans laquelle il s'est enfoncé depuis plusieurs années. La situation politique ne lui permet pas de révolutionner le système mais petit pas par petit pas, elle fait le maximum pour que de petites améliorations se fassent ressentir pour nos concitoyens et c'est tellement important quand on sait les difficultés à se loger que rencontrent tant de nos concitoyens.

Evoquer Valérie m'a permis de me recentrer sur le Valenciennois et je vais terminer cette digression en revenant sur la situation de notre ville mais il faut comprendre à quel point la situation nationale impacte celle des collectivités territoriales et notamment celle des villes.

Comme toujours, le nerf de la guerre, c'est l'argent. Dans les villes, nos ressources proviennent de deux sources, les impôts payés par les habitants de la ville à travers la taxe foncière et, des dotations versées par l'Etat provenant de ce qui est prélevé à tous les contribuables du pays via les impôts sur le revenu ou la TVA par exemple.

Dans le contexte national que je vous décrivais précédemment, le niveau des dotations versées par l'Etat est bien sûr une source de préoccupation forte puisqu'il sera plus simple pour l'Etat de nous demander de faire des économies plutôt que les faire lui-même et peu lui importe que, si en réduisant les dotations aux collectivités, cela impacte l'économie réelle en limitant les travaux d'infrastructures ou de bâtiments.

Le deuxième levier de financement des villes étant la taxe foncière, bien des communes ont anticipé les baisses de dotation en augmentant cette fiscalité locale et bien d'autres s'apprêtent à le faire, quelque peu contraintes et forcées, pour faire face à leurs engagements.

C'est là que vous vous dites qu'après avoir décrit un paysage national apocalyptique, je vais tenter de vous faire passer une de ces petites augmentations d'impôts temporaire et indolore dont je vous parlais tout à l'heure.

Non, Non... Pas le style de la maison !

A Marly, depuis notre élection, nous avons baissé les taux de taxes foncières chaque année. Nous l'avons fait malgré la situation budgétaire catastrophique que nous avons à l'origine, nous l'avons poursuivi pendant la crise Covid, et encore également lors de la crise énergétique. Ce n'est pas pour s'arrêter à cause d'une crise des dotations qui est tout sauf une surprise.

Bien évidemment, nous ne baissions pas les impôts locaux pour le plaisir de nous priver de moyens d'action mais parce que nous pensons que c'est un élément d'attractivité majeur pour notre ville qui était pénalisée par un taux bien supérieur à ses voisines et donc pas très attirante pour de nouveaux ménages qui voudraient s'installer autour de Valenciennes.

C'est également un sujet de justice fiscale. Au niveau national, quand on parle de justice fiscale ça veut toujours dire augmenter les impôts. Même ceux qui apparaissaient comme des plus raisonnables sur le sujet, à l'instar de Michel Barnier, se convertissent aux augmentations d'impôts dès qu'ils arrivent à Paris.

C'est pour ça que je reste à Marly, le climat local doit être plus sain et je n'ai pas envie d'attraper ce virus-là.

Bonne chance Salvatore !

Tout ça pour vous dire, pas d'augmentation d'impôts à Marly et même nouvelle baisse du taux de taxe foncière en 2025.

Pourquoi et comment ?

D'abord, je vous parlerais du comment. Je vous le disais tout à l'heure, il faut se concentrer sur l'essentiel. Dans les périodes de vaches grasses, l'Etat et toutes les collectivités territoriales empilent les structures qui remplissent les mêmes missions. Les villes s'occupent du tourisme, les agglos aussi, le Département également, la Région ne veut pas rester à l'écart et bien sûr l'Etat en fait un cheval de bataille. Vous avez la même chose sur le sujet de l'emploi en encore pire parce que le sujet préoccupe tous les Français. Les villes ont leurs CCAS, les agglos un service emploi, le Département ses maisons de l'emploi, la Région Proch'emploi, l'Etat France Travail. En plus de tout ça, ils financent tous des associations et structures comme les centres sociaux, les missions locales, les entreprises d'insertions, ...

Et cætera, et cætera, et à la fin les gens et les entreprises vont sur LeBonCoin ou sur LinkedIn pour trouver un job ou un salarié.

Je ne vais pas aller plus loin dans la multiplication des exemples, ce serait trop déprimant et je pense que vous avez compris l'idée.

Dans une période moins faste et comme nous avons été incapable de supprimer des couches du millefeuilles territorial, il faut que chacun se concentre sur ses missions principales.

A Marly, c'est ce que nous avons fait depuis 2020. Alors, attention, je ne suis pas en train de vous dire que j'avais anticipé la dissolution après les Européennes. Non, en fait nous n'avons que peu de mérite dans cette affaire. Juste avant les dernières élections municipales, la Chambre Régionale des Comptes avait rendu un rapport très alarmant concernant la situation de la ville de Marly et avait émis un certain nombre de préconisations pour rétablir la situation. Et comme à Marly, contrairement à Paris, quand la Cour des Comptes donne des conseils, nous les suivons, cela nous a permis de rétablir la situation financière de la ville, de nous concentrer sur les missions principales de la ville et de pouvoir aujourd'hui poursuivre nos baisses d'impôts en regardant les évolutions de la situation politique nationale avec inquiétude mais sans anxiété démesurée.

Alors ces missions principales d'une ville, quelles sont-elles ?

Tout d'abord les écoles. Si l'Education Nationale s'occupent de former les âmes, nous avons la responsabilité des murs.

C'était LE point noir à Marly. Toutes les écoles vétustes au point d'être dangereuses. Nous avons multiplié les travaux dans nos écoles existantes et un nouveau groupe scolaire, l'école Hélène Carrère d'Encausse ouvrira ses portes à la prochaine rentrée scolaire de septembre.

Ensuite les routes. Les trois quarts de nos routes et rues étaient défoncées, les trottoirs impraticables, les pistes cyclables inexistantes. Là, le sujet ne peut être traité sur un mandat avec 50 kms de route et 100 kms de trottoirs à Marly. Mais nous avons commencé avec un plan clair pour tout le monde. D'abord les axes principaux. En 2023-2024, nous avons fait l'avenue Barbusse, en 2024-2025, la route de Préseau, en 2025-2026, la rue Jean Jaurès et la rue Paul Vaillant Couturier.

Ensuite, les axes secondaires les plus fréquentés et les plus dégradés. En 2024, la rue Roger Salengro, en 2025 la rue du 19 mars.

Ensuite viendront les rues pénétrantes dans les quartiers comme la rue Paul Gauguin ou la rue Gaston Monmousseau.

Cela sans oublier la rénovation totale de toutes les rues du quartier de la Briquette dans le cadre du plan de rénovation urbaine et de la plupart de celles des Floralies qui sont également extrêmement dégradées.

Après les routes, la sécurité. Alors là, vous me direz que la sécurité c'est quand même plus important que la qualité du macadam. Vous avez raison bien sûr mais normalement la sécurité est une prérogative de l'Etat. Ça fait partie du fameux contrat social dont je vous parlais au début. C'est l'Etat qui est sensé garantir la sécurité des personnes et des biens. En pratique, comme je vous l'exposais précédemment, en voulant multiplier ses domaines d'intervention, l'Etat en a oublié de donner des moyens suffisants à une mission aussi primordiale et c'est pourquoi j'ai décidé de faire de la sécurité une de mes priorités politiques pour Marly.

Entre 2020 et 2025, nous avons triplé les effectifs de la police municipale, doublé le nombre de véhicules, créé une brigade VTT, embauché des Agents de Surveillance de la Voie Publique. Nous avons également fait le choix d'armer nos policiers.

Entre 2024 et 2025, nous avons déployé un système de vidéosurveillance de plus de 250 objectifs et nous avons un Centre de Supervision Urbain avec des agents assermentés qui regardent nos caméras en direct.

L'effet a été immédiat et nous avons ainsi pu identifier des auteurs de rodéos routiers et de dépôts sauvages qui sont des fléaux dans toutes les villes de France.

J'ai toujours une minute père fouettard lors de mon discours de vœux. C'est maintenant !

Alors, contrairement à la caricature que peut faire notre opposition de la vidéosurveillance, nos agents ne sont pas là pour mettre des PV à une pauvre mamie qui serait garée en double file le temps de déposer ses courses mais par contre, oui, j'assume à 100% le fait de vidéooverbaliser ceux qui prennent des sens interdits, qui grillent les stops, qui viennent déposer leur vieux frigo ou canapé dans un petit coin qu'ils pensaient discret. J'assume à 100% ma volonté d'avoir des images des délinquants qui viennent devant le collège avec un couteau ou qui font du trafic de drogue dans nos quartiers et j'assume à 100% le fait que j'espère que ces images puissent servir à les faire arrêter et condamner lourdement pour qu'ils sortent des rues de notre ville.

En lien avec le thème des dépôts sauvages, l'une de nos missions essentielles est le cadre de vie. Essentiel pour l'attractivité de notre ville et essentiel pour l'agrément de nos concitoyens à vivre dans leur ville.

Sur ce point, et même s'il reste des progrès à faire, nous progressons d'année en année sur la propreté et l'entretien des espaces verts. En 2024, nous avons créé une brigade verte composée d'agents dont la mission principale est de veiller à l'entretien du cadre de vie. Nous avons également créé de nouveaux massifs, planté de nombreux arbres et arbustes pour agrémenter les nouveaux espaces livrés en 2024 que ce soit sur la place, à l'entrée des Floralies ou rue Roger Salengro. Plus de 10 000 uniquement pour le mois de décembre 2024.

Cela va se poursuivre en 2025 bien sûr avec l'aménagement de la rue Jean Jaurès et surtout avec le démarrage du projet de parc urbain dont je vous parle maintenant depuis plusieurs années. Le concours d'architecte paysagiste a rendu son verdict en décembre 2024 et, en 2025, nous

pourrons élaborer le plan définitif et vous le présenter. C'est plus de 27 hectares qui seront aménagés le long de la Rhônelle pour mettre en valeur notre rivière et la ville qu'elle traverse.

A Marly, notre patrimoine architectural est pauvre. Pas de gare prestigieuse, de musées nationaux, de préfecture, d'immeubles haussmanniens ou de maisons de maître. Nous n'avons pas à rougir de notre passé industriel qui a fait la fierté de notre ville à la grande époque de la CIMT mais l'industrie en centre-ville laisse forcément des stigmates quand elle se retire.

La guérison de ces stigmates et la nouvelle image de la ville, j'en suis sûr, passent par la Rhônelle, par cette nature qui a été cachée par le développement de la ville et qui permettra son renouveau en sortant de sa chrysalide. La Rhônelle, magnifiée par ce parc, fera de Marly un centre d'attraction dans un Valenciennois très minéral, entouré par les autoroutes et ne laissant que peu d'espaces pour les promenades et le sport nature dans les centres urbains.

J'arrêterai mes points essentiels ici sur la place de la nature dans le renouveau de notre ville. Je pense en effet qu'on peut faire de l'écologie sans qu'elle soit punitive, sans taxer ce que l'on n'aime pas, sans interdire les sapins de Noël ou autres inepties. Pour changer les comportements et permettre un développement durable, ma conviction est qu'il faut que ce soit un projet de société collectif, basé sur le progrès, partagé par tous, qui offre les avantages de la nature préservée sans en faire un sujet qui dresse les uns contre les autres.

J'arrête là mon moment bisounours mais vous avez compris l'importance que revêt pour moi ce projet.

Je ne développerai pas les autres sujets qui font la vie d'une ville et surtout du vivre ensemble tout d'abord, pour ne pas rallonger encore plus mon discours sachant qu'un beau buffet nous attend mais surtout parce que sur la culture, le sport, la vie associative, la vie économique, l'insertion sociale et professionnelle, nous sommes certes des acteurs engagés mais ceux qui

en sont les forces vives sont les associations, les bénévoles, les sportifs, les artistes, les chefs d'entreprise, tout un ensemble de partenaires que nous aidons mais dont je ne veux pas m'approprier les réalisations même si je profiterai de ces derniers mots pour remercier la FLAC, l'association culturelle qui s'est installée à Marly en début de mandat et qui a pris une place incontournable dans la vie culturelle de notre ville et plus largement dans celle du Valenciennois. Au-delà de ce qu'ils font tous seuls comme des grands, nous sommes partenaires dans de nombreuses manifestations comme ce soir bien sûr mais aussi par exemple lors de la première édition de notre festival des brasseurs valenciennois, les dernières gorgées d'été, qui a attiré plus de 3500 participants en 2024 pour sa première édition et qui sera bien entendu reconduit en septembre 2025 !

Sur ces promesses de bière et de musique, je pense que le moment est venu de m'arrêter, de remercier tous les agents et partenaires qui permettent d'organiser cette belle soirée et de vous souhaiter à nouveau, à toutes et à tous une très belle année 2025 !